



COMMUNIQUE DE PRESSE

Nancy, le 17 avril 2025

Suppressions d'emplois aux Finances Publiques en 2025, le couperet est tombé :

**550 nouvelles suppressions d'emplois
dont 4 en Meurthe et Moselle**

**2025, une nouvelle année de vache maigre aux Finances publiques,
un service public encore plus affaibli !!!**

**L'exemple même de cette dégradation du Service Public :
L'accueil des usagers durant la campagne d'impôts sur le revenu
à la Cité Administrative de Nancy**

La campagne déclarative 2025 sur les revenus a débuté le 10 avril. A cette occasion, nombreux sont les usagers à se déplacer dans les services des impôts des particuliers pour un conseil, un renseignement ou tout simplement pour éviter de se tromper.

En effet, jeunes, moins jeunes, actifs ou retraités, à l'aise avec l'informatique ou pas, avec peu ou beaucoup de revenus, les usagers tiennent à se déplacer malgré parfois des kilomètres supplémentaires à faire puisque depuis quelques années des trésoreries ou des centres des finances publiques de proximité ont été fermés !

Mais parfois, et même de plus en plus souvent, ils trouvent porte close. En effet, depuis quelques années déjà, notre service public ne fait plus de l'accueil physique une priorité. Des campagnes de communication essaient même de les convaincre d'envoyer un mail ou de téléphoner.

Pourquoi et comment en est-on arrivé là ?

La Direction Générale des Finances Publiques est l'administration qui a subi les suppressions d'emplois les plus massives au sein de toute la fonction publique !

Depuis 2008, nos services auront subi 32 046 suppressions d'emplois ETP (correspondant à plus de 28 % de ses effectifs). C'est 25 % du total des suppressions dans la fonction publique d'Etat ! Plus que toute autre administration !

Rappel des suppressions d'emplois effectuées suite aux Projets de Loi de Finances (PLF) depuis 2008 :

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
2790	1650	2594	2667	2438	2023	1988	2000	2130	1630	1600	2130	1500	1800	1506	850	200	550

Des chiffres qui font tourner la tête, surtout celle des agents et des usagers !

Et contrairement aux promesses de stabilisation des emplois faites en 2023, la Direction Générale des Finances publiques a décidé de supprimer, **au niveau national 550 emplois pour 2025 , ce qui équivaut à rayer de la carte les effectifs d'un département comme celui des Vosges !!!**

En Meurthe et Moselle, 4 suppressions d'emplois sont encore programmées en 2025, ce qui aura pour conséquence de ramener nos effectifs à environ 800 emplois.

Alors qu'au moment de la fusion entre les services des Impôts et du Trésor (en 2008), nous étions encore plus de 1200 agents en poste dans le département.

Ainsi, en l'espace d'une quinzaine d'années, 30 % des emplois aux Finances Publiques 54 ont été rayés de la carte.

Un gigantesque plan social, auquel il faut ajouter dans la même période d'importantes réformes dans les missions et l'organisation même des services !

Et tout cela dans le plus grand silence, alors même que les gouvernements qui se sont succédé sur cette période ont fait semblant de s'émouvoir lorsqu'une entreprise privée décidait de licencier ses salariés. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ...

Dans le même temps, nos Directeurs successifs s'épanchent dans les médias sur la qualité et l'intérêt pour les contribuables que constituent le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et le paiement des impôts, amendes, factures des collectivités locales chez les buralistes alors que ces dispositions visent en fait à « éponger » les suppressions d'emplois.

Pour l'intersyndicale des Finances publiques, il faut qu'enfin soit posée la question de l'augmentation des recettes de l'État, et que cesse le diktat unique et permanent de la baisse de la dépense publique, qui conduit la population à de plus en plus de précarité dans tous les domaines de la vie sociale.

Car le rôle de l'administration des Finances publiques est essentiel !

Les suppressions d'emplois aux Finances publiques, cela implique :

- moins de service public puisque moins d'accueil du public, nos guichets étant de moins en moins fréquemment ouverts ;
- moins de qualité du service rendu (lignes téléphoniques saturées en raison justement de la fermeture des guichets, applications informatiques souvent défaillantes, etc ...) ;
- moins de présence territoriale, avec la fermeture de nombreux centres des Finances publiques ;
- une prise en compte des publics fragiles détériorée par un recours au « tout numérique » ;
- moins de lutte contre la fraude fiscale, et donc, par ricochet, des impôts supplémentaires qui se reportent sur l'ensemble de la population. Moins de rentrées fiscales, cela signifie aussi moins d'hôpitaux, moins d'écoles, des routes moins bien entretenues ... Il s'agit d'une orientation politique qui vise à servir les intérêts de quelques-uns, bien souvent les mêmes qui ont bénéficié de la suppression de l'ISF.

Les conséquences, en terme de service public rendu à l'usager, sautent aux yeux, en commençant par l'accueil physique.

Le Service des Impôts des Particuliers de Nancy n'est plus ouvert au public, sans rendez-vous, que 4 demies-journées par semaine, en matinée. Ce qui paraît amplement suffisant aux yeux de notre Direction.

C'est faire peu de cas des personnes âgées, précaires et/ou peu familiarisées à l'outil numérique. Ces horaires d'ouverture a minima occasionnent des délais d'attente importants au guichet avec des conséquences directes sur les conditions de travail des agents d'accueil.

Ne perdons jamais de vue que, sans agentes et agents des Finances Publiques, les usagers :

- ne seraient pas accompagnés et aidés dans leurs démarches fiscales quotidiennes ;
- n'auraient pas de réponses fiables, délivrées gratuitement, sur leurs droits et obligations fiscales ;
- pourraient perdre certains droits sociaux, faute d'une explication claire pour éviter des erreurs déclaratives en leur défaveur ;
- La législation fiscale ne serait pas appliquée de manière équitable pour toutes et tous ;
- Le consentement à l'impôt serait encore plus mis à mal.

Tout comme l'Hôpital, l'Ecole ou la Poste, les Centres des Finances publiques sont utiles à l'égalité et à la cohésion sociale !

Mais les missions des agents des finances Publiques, assurées par des fonctionnaires proches du terrain et donc des usagers sont, année après année, remises en cause par des politiques qui ne cessent de détruire les services publics.

**Manque d'emplois criant,
conditions de travail très dégradées,
dégradation du Service Public,
voilà ce que dénoncera, entre-autres,
l'intersyndicale CFDT, Solidaires, FO et CGT Finances Publiques 54
qui sera
devant la cité Administrative de Nancy, 47 rue sainte Catherine,
ce jeudi 24 avril avec une conférence de presse à 9h30**

Contacts :

- Estelle COSTANTINO (CFDT) : 06.75.05.56.40
- Jean-Christophe BERCHE (Solidaires) : 06.32.37.79.81
- Franck STOCKER (CGT) : 06.79.77.58.12